
Mr. le Président,

La Belgique remercie la mission chinoise d'organiser un débat au sujet du terrorisme et de l'extrémisme violent en Afrique. Le continent africain est fortement touché par le terrorisme et il l'est malheureusement de plus en plus. Ce débat intervient donc à point nommé.

Les affiliés ou partisans de Da'esh et d'Al Qaeda se sont ancrés dans des zones de conflit, notamment au Sahel, en Somalie et dans la péninsule arabique, où ils visent une population souvent marginalisée et désillusionnée par un manque d'opportunités économiques, au moyen d'un discours de résistance trompeur. Les conflits locaux sont instrumentalisés par des mouvements terroristes comme Boko Haram, AQIM, Al Shabaab et ISWAP. Ces groupes s'approprient des compétences normalement dévolues aux Etats, en imposant leur idéologie d'extrémisme violent. Nous constatons avec inquiétude que le nombre d'attaques menées par des affiliés de Da'esh et Al-Qaïda dans la région du Sahel augmente de manière inquiétante.

Il est aussi préoccupant de constater que ces groupes travaillent de plus en plus souvent ensemble, contrairement aux rivalités qu'ils entretiennent au Moyen-Orient et ailleurs dans le monde. Ils attaquent à la fois des infrastructures civiles, des convois militaires et des bâtiments gouvernementaux.

Le terrorisme sur le continent africain se conjugue avec la criminalité transnationale. A cela vient se greffer d'autres sources d'instabilité telles la proliférations de groupes armées et la traite d'êtres humains.

Mr. le Président,

Je me rends compte que le tableau que je dresse de la situation peut vous sembler sombre. Les défis sont en effet énormes et je comprends nos collègues africains quand parfois ils se sentent désemparés. Il importe cependant de relever le défi. A cet égard **le continent africain a besoin de notre soutien**. Il peut compter sur l'appui de mon pays et celui de l'UE. En tant que membre de l'UE, la Belgique tient à rappeler l'importance de suivre une approche intégrée dans la lutte contre le terrorisme. L'approche menée par l'UE en est une ; elle mobilise toute la gamme de ses instruments, y compris la diplomatie politique de haut niveau, des consultations régulières, la médiation pour la prévention et la résolution des conflits, des mesures restrictives et la coopération en matière de lutte contre le terrorisme, la lutte contre le crime organisé, y compris la traite des êtres humains.

Il est en effet évident que le phénomène du terrorisme en Afrique va bien au-delà du domaine du maintien de l'ordre public. Un problème aussi profondément enraciné dans les défis spécifiques à la région nécessite une **approche intégrée et globale** de la société. Nous ne réussirons pas simplement en mettant en place des techniques de surveillance plus sophistiquées, ou en instaurant une culture de répression par les forces de sécurité. Les pays africains où le terrorisme trouve un terrain fertile ont également besoin de **développement économique et de perspectives politiques enracinés dans une éducation de qualité**. En effet, il faut continuer à augmenter la résilience des jeunes contre un discours toxique de la part des affiliés de Da'esh et AQ, tout en leur offrant des opportunités économiques durables, inclusives et des perspectives d'avenir.

Dans cette optique, je tiens à faire référence à la communication conjointe du 9 mars de la Commission européenne et du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité en vue d'une stratégie globale avec l'Afrique qui met notamment en avant l'importance de notre coopération en matière de paix et de gouvernance.

Pour augmenter la résilience des communautés africaines contre l'influence néfaste du terrorisme, il sera essentiel :

- de renforcer la gouvernance, de s'attaquer au sentiment d'exclusion et de manque de confiance dans les structures gouvernementales ;
- de permettre à la société civile d'opérer dans un espace sûr et prospère ;
- de promouvoir l'inclusion politique, y compris celle des femmes, dans l'élaboration des stratégies de lutte contre l'extrémisme violent ;
- de construire une politique de lutte contre le terrorisme qui n'empêche pas les individus et la société civile de jouir de leurs droits humains et libertés fondamentales ;
- de reconnaître le rôle considérable joué par des organisations non-gouvernementales dans la distribution impartiale de l'aide humanitaire ;
- de mitiger les effets négatifs de la lutte antiterroriste sur ces activités humanitaires.

Je me réjouis, dès lors, que **les pays africains se concertent de plus en plus** sur cette question épineuse, avec plusieurs initiatives régionales et sous-régionales, en partenariat avec l'ONU, où les mêmes conclusions sont tirées.

Mr. le Président,

Ces points d'attention évoqués ci-dessus figurent dans la charte des Nations Unies, dans de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité ainsi que dans la Stratégie mondiale de lutte contre le terrorisme. La Belgique soutient plus que jamais les efforts des Nations Unies dans la lutte antiterroriste sur le continent africain ainsi que les partenariats entre l'ONU et les organisations régionales dans ce cadre idoine. La lutte contre le terrorisme ne peut être effective que si toutes les mesures prises pour combattre le terrorisme par les états-membres sont conformes à toutes les obligations-du droit international : droits de l'homme, droit international des réfugiés et droit international humanitaire.

Nous sommes prêts à continuer nos efforts dans la lutte contre le terrorisme, au côtés et ensemble avec nos partenaires africains dans la plus grande solidarité.

Je vous remercie.